

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

25 MARS 1999

PROPOSITION DE LOI

**relative à l'installation de caméras
de surveillance et de sécurité
sur la voie publique**

(Déposée par M. Jo Van Overberghe)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi vise à lutter contre le sentiment d'insécurité, qu'il soit ou non justifié, tout en évitant de mettre inutilement et exagérément en péril le droit à la protection de la vie privée.

Force est aujourd'hui de constater que la technologie joue un rôle de plus en plus important dans la lutte contre la criminalité et dans sa prévention. C'est ainsi que les entreprises, mais aussi les citoyens, ont de plus en plus souvent recours à toutes sortes de systèmes, y compris des systèmes de surveillance par caméra, pour protéger et surveiller leurs propriétés. Une nouvelle forme de contrôle social s'est banalisée. Les villes et les communes - ainsi que leurs services de police - s'inscrivent dans cette évolution, les caméras constituant à leurs yeux des instruments d'appoint utiles en vue de l'accomplissement de leurs missions.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

25 MAART 1999

WETSVOORSTEL

**betreffende de plaatsing van
bewakings- en beveiligingscamera's
op de openbare weg**

(Ingediend door de heer Jo Van Overberghe)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel heeft tot doel het al dan niet gerechtvaardigde gevoel van onveiligheid te bestrijden zonder het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer nodeloos en onevenredig in het gedrang te brengen.

We kunnen vandaag slechts vaststellen dat de technologie een steeds grotere rol speelt bij het bestrijden en voorkomen van misdrijven. Zo doen ondernemingen, maar ook burgers steeds vaker een beroep op allerlei systemen ter bescherming en bewaking van hun eigendommen, meestal met inbegrip van camera-bewaking. Een nieuwe vorm van sociale controle is gemeengoed geworden. Steden en gemeenten - en hun politiediensten - sluiten zich daarbij aan en ervaren camera's als een nuttig en bijkomend instrument bij het vervullen van hun opdrachten.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

Il en résulte que le secteur de la vidéosurveillance est en pleine expansion, certains experts le créditant d'une croissance annuelle de 15% au niveau européen. La Belgique apparaît comme l'un des marchés où la vente de moyens de sécurité et de surveillance connaît l'une des croissances les plus rapides. La croissance du marché provoque également une évolution ultrarapide des techniques utilisées au sein de ce secteur. Les caméras sont de plus en plus petites, de plus en plus interactives et de surcroît de plus en plus intelligentes. Elles peuvent être installées à peu près n'importe où et être connectées à toutes sortes de systèmes d'exploitation faisant appel à des technologies de pointe. Certaines caméras seraient d'ores et déjà en mesure d'analyser des enregistrements et, avec l'aide, par exemple, d'un cédérom, d'identifier certaines personnes et d'épier leurs faits et gestes. D'autre part, malgré tous ces progrès technologiques, les appareils de surveillance deviennent de plus en plus abordables.

Les considérations exposées ci-dessus, combinées aux avantages apparents de la surveillance par caméras, expliquent que l'on expérimente largement l'utilisation de caméras à plusieurs endroits dans notre pays.

Ainsi, une cinquantaine de caméras ont été installées à Anderlecht, principalement dans des quartiers qualifiés de criminogènes ou qui sont souvent confrontés à des explosions de violence à l'occasion de matches de football ou encore à proximité d'une série d'axes de circulation importants. Ces caméras peuvent pivoter de 360° et sont dotées d'un système de zoom. L'ensemble est commandé à partir du commissariat de police, mais n'est pas utilisé en permanence. Les images ne sont pas enregistrées en permanence, mais uniquement en cas d'incidents.

Un système analogue existe à Saint-Josse-ten-Noode; douze caméras permettent d'observer sur une base non permanente une série de zones à caractère criminogène. A Koekelberg, deux caméras ont été installées en vue de protéger les alentours du commissariat de police. Un projet prévoyant l'installation d'une cinquantaine de caméras dans les quartiers les plus dangereux d'Ixelles est actuellement à l'étude. Par ailleurs, vingt-cinq caméras ont déjà été installées à Molenbeek et le placement de vingt-cinq caméras supplémentaires est actuellement envisagé. Des caméras de sécurité et de surveillance, dont la plupart sont déjà opérationnelles, ont également été installées à Schaerbeek, à Saint-Gilles et à Bruxelles-ville.

En Wallonie, les nouvelles techniques d'observation par caméra seraient surtout utilisées à Charleroi et à Mons. En Flandre, le système est essentiellement utilisé à l'occasion de manifestations de masse: les festivals *Maanrock* à Malines et *Marktrock* à Lou-

Dit alles brengt mee dat de sector van de videobewaking, met volgens experts een jaarlijkse groei van 15% op Europees niveau, in volle expansie is. Ons land wordt als een van de snelst groeiende markten voor deze tak van de beveiligings- en bewakingsmogelijkheden beschouwd. De stijgende afzetmogelijkheden zorgen ook binnen deze sector voor een razendsnelle evolutie van de aangewende technieken. Camera's worden steeds kleiner, interactiever en bovendien intelligenter. Zij kunnen zowat overal worden geplaatst en bovendien worden gekoppeld aan allerlei hoogtechnologische besturingssystemen. Camera's zouden reeds in staat zijn waarnemingen te analyseren en aldus, gekoppeld aan bijvoorbeeld een CD-ROM, bepaalde personen te herkennen en van dichtbij te volgen. Deze technologische vooruitgang zou anderzijds niet verhinderen dat de toestellen steeds betaalbaarder worden.

Bovenstaande overwegingen, gekoppeld aan de ogenschijnlijke voordelen van camerabewaking, hebben ervoor gezorgd dat op meerdere plaatsen in ons land al volop wordt geëxperimenteerd met het plaatsen van camera's.

Zo werd in Anderlecht een vijftigtal camera's geplaatst, voornamelijk in zogenaamde criminogene wijken, buurten die vaak te maken hebben met voetbalgeweld en op een aantal belangrijke verkeersassen. Deze camera's kunnen zwenken over 360° en beschikken over een inzoemsysteem. Het geheel wordt bediend vanuit het politiecommissariaat maar is niet voortdurend in gebruik. De beelden worden niet permanent geregistreerd, maar slechts in geval van incidenten opgeslagen.

Een analoog systeem bestaat in Sint-Joost-ten-Node, waar met twaalf camera's op niet permanente basis een aantal zones met een criminogeen karakter worden geobserveerd. In Koekelberg werden twee camera's geplaatst ter beveiliging van de buurt rond het politiecommissariaat. Een project waarbij een vijftigtal camera's zou worden geplaatst in de meest risicovolle buurten van Elsene staat momenteel op stapel. Verder werd in Molenbeek reeds een vijftwintigtal camera's geplaatst en wordt de plaatsing van nog eens vijftwintig camera's in het vooruitzicht gesteld. Ook in Schaarbeek, Sint-Gillis en Brussel-stad werden meerdere beveiligings- en bewakingscamera's geïnstalleerd, waarvan de meeste reeds operationeel zijn.

In Wallonië zou er vooral in Charleroi en in Bergen reeds gebruik worden gemaakt van de nieuwste camera-observatietechnieken. In Vlaanderen wordt het systeem voornamelijk aangewend bij grote manifestaties: *Maanrock* in Mechelen, *Marktrock* in

vain, les festivités qui entourent le carnaval annuel d'Alost et les traditionnelles fêtes gantoises. A Anvers, deux caméras sont installées dans le quartier juif depuis quelques années. Cette énumération n'est pas limitative; des caméras ont déjà été installées et mises en service à d'autres endroits également.

Des études ont déjà démontré que l'utilisation de caméras réduit de manière significative la criminalité enregistrée. Les caméras ont apparemment pour effet de dissuader les auteurs potentiels de délits, d'accroître le sentiment de confiance des victimes, surtout en ce qui concerne la déclaration des faits, et d'améliorer l'efficacité des interventions policières. De plus, la population se sentirait davantage en sécurité et l'attrait des quartiers «visés» s'en trouverait amélioré. D'autre part, le «taux d'élucidation» des délits s'améliorerait également de manière considérable, étant donné que les images enregistrées peuvent également être utilisées devant les tribunaux.

Il semble toutefois qu'il existe également un revers à la médaille en ce qui concerne l'utilisation généralisée de caméras sur la voie publique, en ce sens que, rassurés par un faux sentiment de sécurité, les victimes potentielles et les membres des services de police auraient tendance à relâcher leur attention. A l'inverse, l'utilisation de caméras peut également contribuer à renforcer le sentiment, justifié ou non, d'insécurité et les gens peuvent se sentir mal à l'aise et inhibés s'ils se savent observés en permanence.

La présente proposition de loi entend proposer une solution intermédiaire. Le principe de base doit être que les services compétents assument l'entière responsabilité des missions de surveillance et de sécurité qui leur sont imposées par la loi. L'utilisation de caméras sur la voie publique doit demeurer l'exception et ne peut être considérée que comme une mesure de complément, une aide pour les services chargés du maintien de l'ordre. Il devrait être possible, de cette manière, d'assurer un meilleur service au citoyen: l'utilisation contrôlée de caméras devrait permettre de réduire sensiblement le délai d'intervention et de renforcer la présence policière dans des rues ou des quartiers où elle est absolument nécessaire pour lutter contre la criminalité.

C'est la raison pour laquelle la présente proposition de loi entend soumettre à des conditions sévères l'utilisation de techniques d'observation par caméra: ces techniques ne peuvent être utilisées qu'à des fins légales et que si les possibilités de la technique utilisée ont été préalablement clairement définies et rendues publiques. Il s'indique, à cet effet, d'organiser une enquête publique comparable à celle qui est effectuée en vue de l'octroi d'un permis d'environnement. À cette occasion, la population est informée de l'intention de l'administration communale d'installer des caméras, des possibilités d'observation et de

Leuven, de feestelijkheden rond het jaarlijkse carnaval in Aalst en de traditonele Gentse Feesten. In Antwerpen werden sinds enkele jaren twee camera's geplaatst in het joodse kwartier. Deze opsomming is niet limitatief; ook op andere plaatsen werden reeds camera's opgesteld en in gebruik genomen.

Studies hebben reeds aangetoond dat camera-gebruik de geregistreeerde criminaliteit significant vermindert. Blijkbaar worden potentiële daders erdoor afgeschrikt, stijgt het zelfvertrouwen bij de slachtoffers, zeker voor de aangifte van de feiten, en wordt de efficiëntie van het politieoptreden erdoor bevorderd. Bovendien zou de bevolking er zich veiliger voelen en wordt de aantrekkingskracht van de «geviseerde» buurten erdoor verhoogd. Anderzijds zou ook de «oplossingsgraad» van de misdrijven merkbaar verbeteren aangezien de opgeslagen beelden ook kunnen worden aangewend voor de rechtbank.

Aan het veralgemeende gebruik van camera's op de openbare weg blijkt echter ook een schaduwzijde te zijn verbonden. Zo zou de opmerkzaamheid van potentiële slachtoffers en politiediensten afnemen wegens een vals gevoel van veiligheid. Aan de andere kant kan het gebruik van camera's ook bijdragen tot het verhogen van het al dan niet terechte gevoel van onveiligheid en kunnen mensen zich ongemakkelijk en geremd voelen bij een permanente observatie.

Dit wetsvoorstel wil een tussenweg aanbieden. Het uitgangspunt moet zijn dat de bevoegde diensten ten volle verantwoordelijk zijn en blijven voor de hen door de wet opgelegde bewakings- en beveiligingsopdrachten. Het gebruik van camera's op de openbare weg moet een uitzondering blijven en mag slechts beschouwd worden als een aanvulling, een hulpmiddel voor de ordediensten. Zodoende moet het mogelijk zijn tot een betere dienstbaarheid te komen in het belang van de burger: door een gecontroleerd gebruik van camera's moet de interventietijd op aantoonbare wijze kunnen worden ingekort en moeten meer manschappen kunnen worden ingezet in straten of wijken waar politie-aanwezigheid een absolute vereiste is in de strijd tegen de criminaliteit.

Daarom wil dit voorstel het inzetten van camera-observatietechnieken aan een aantal strikte voorwaarden onderwerpen: het kan slechts indien er een wettelijk doel wordt nagestreefd en indien duidelijk voorafgaand wordt vastgesteld en bekendgemaakt wat de mogelijkheden zijn van de aangewende techniek. Daartoe dient een openbaar onderzoek te worden gevoerd, vergelijkbaar met de bevraging naar aanleiding van bijvoorbeeld de toekenning van een milieuvergunning. Daarbij wordt de bevolking op de hoogte gebracht van het voornemen van het gemeentebestuur om camera's te plaatsen, van de observatie-

l'usage que l'on compte faire des images enregistrées en permanence ou non. La présence de caméras doit en outre être annoncée clairement et en permanence de manière à ce que la personne qui se trouve dans le champ de la caméra sache qu'elle est filmée. Enfin, la loi proposée détermine également quand et par qui il peut être pris connaissance d'images enregistrées en permanence.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Un conseil communal ne peut décider d'installer des caméras de surveillance et de sécurité sur la voie publique que si une enquête publique a eu lieu selon les règles fixées à l'article 3 et après déclaration auprès de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 3

Soixante jours au plus tard avant la délibération définitive du conseil communal, tous les habitants de la rue ou du quartier concernés sont informés clairement, par lettre recommandée, du projet d'installer des caméras, des raisons de cette installation, de la portée de ces caméras, de la technique utilisée et de la durée de l'enregistrement.

A cette lettre recommandée est joint un formulaire à compléter invitant les habitants à se prononcer dans les trente jours sur tous les aspects du projet de surveillance par caméra. Le formulaire comporte au moins les questions suivantes:

1° acceptez-vous qu'une caméra soit installée à l'endroit indiqué?

2° souhaitez-vous que cette caméra fonctionne du lever du soleil au coucher du soleil, du coucher au soleil au lever du soleil ou en permanence?

mogelijkheden en van het gebruik dat men wil maken van de al dan niet permanent geregistreerde beelden. Bovendien moeten de camera's duidelijk en permanent worden aangekondigd, zodat wie zich binnen de reikwijdte van de camera bevindt op de hoogte is van het feit dat hij wordt gefilmd. Ten slotte wordt ook bepaald wanneer en door wie er eventueel kennis kan worden genomen van permanent geregistreerd beeldmateriaal.

J. VAN OVERBERGHE

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Een gemeenteraad kan slechts beslissen bewakings- en beveiligingscamera's op de openbare weg te plaatsen, indien een openbaar onderzoek heeft plaatsgehad, volgens de regels bepaald bij artikel 3, en na aangifte bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 3

Uiterlijk zestig dagen vóór de definitieve beraadslaging van de gemeenteraad worden alle inwoners van de betrokken straat, buurt of wijk per aangetekende brief op bevattelijke wijze in kennis gesteld van de voorgenomen plaatsing van camera's, de redenen voor de plaatsing, de reikwijdte van de camera's, de aangewende techniek en de duur van registratie.

Bij de aangetekende brief wordt een invulformulier gevoegd waarbij de inwoners worden uitgenodigd zich binnen dertig dagen over alle aspecten van de voorgenomen camerabewaking uit te spreken. Het invulformulier bevat minimaal de volgende vragen:

1° Gaat u akkoord met de plaatsing van een camera op de aangeduide plaats?

2. Wenst u dat de camera filmt van zonsopgang tot zonsondergang, van zonsondergang tot zonsopgang of permanent?

3° souhaitez-vous que les images soient uniquement utilisées à des fins d'observation permanente ou qu'elles soient conservées pendant cinq jours?

Art. 4

Les caméras ne peuvent être déclenchées que si le début et la fin de la zone filmée sont délimités à l'aide de panneaux lumineux indiquant, selon des modalités à fixer par le Roi, que cette zone fait l'objet d'une surveillance par caméra.

Art. 5

Si les images sont enregistrées en permanence, seul le procureur du Roi et le juge d'instruction peuvent, après le dépôt d'une plainte par la victime d'une infraction, prendre connaissance des images enregistrées.

Art. 6

La présente loi est applicable aux caméras déjà installées lors de son entrée en vigueur. Celles-ci doivent faire l'objet d'une décision, éventuellement nouvelle, du conseil communal.

La présente loi ne s'applique pas aux caméras fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié, visées à l'article 62 des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968.

15 mars 1999

3. Wenst u dat de beelden enkel gebruikt worden voor voortdurende observatie of wenst u dat de beelden gedurende vijf dagen worden bewaard?

Art. 4

De camera's mogen slechts in werking worden gesteld indien het begin en het einde van de gefilmde zone worden afgebakend met verlichte borden waarop op door de Koning te bepalen wijze wordt aangegeven dat in die zone camerabewaking aanwezig is.

Art. 5

Indien de beelden permanent geregistreerd worden, kunnen enkel de procureur des Konings en de onderzoeksrechter, na de indiening van een klacht door het slachtoffer van een misdrijf, kennis nemen van de geregistreerde beelden.

Art. 6

Deze wet is van toepassing op de bij haar inwerkingtreding reeds geplaatste camera's. Zij moeten het voorwerp uitmaken van een, eventueel nieuwe, beslissing van de gemeenteraad.

Deze wet is niet van toepassing op de onbemande camera's bedoeld in artikel 62 van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968.

15 maart 1999

J. VAN OVERBERGHE